



C E T R I

ANALYSE 2021
23 février

Centre tricontinental

HAÏTI : LE SILENCE ASSOURDISSANT DE L'EUROPE

Frédéric Thomas

Haïti est au bord de l'implosion. Les États-Unis et l'ONU soutiennent Jovenel Moïse et son calendrier électoral, qui soulèvent la colère sur place. L'Europe, embarrassée, prise au piège de sa propre stratégie, garde le silence.

Le 7 février 2021 devait marquer la fin du mandat présidentiel de Jovenel Moïse. Mais, selon une interprétation toute personnelle de la Constitution haïtienne, ce dernier a décidé de gouverner un an de plus ; le temps d'organiser un référendum constitutionnel et des élections. Cette décision a soulevé une vague de protestation en Haïti. Elle a cependant reçu l'appui des États-Unis et des agences internationales, dont l'ONU. L'Europe, elle, garde le silence.

Loin d'être une surprise, la crise actuelle est le fruit d'une stratégie du pourrissement, à laquelle la communauté internationale a contribué. Depuis 2018, confronté à une vague inédite de mobilisations, qui a pris pour cible la corruption, la pauvreté et les inégalités, Jovenel Moïse a répondu par le mépris et la répression¹. La situation n'a cessé de se détériorer, surtout au niveau de l'insécurité : les meurtres et enlèvements par les gangs armés se sont multipliés².

L'alignement de la diplomatie européenne sur la politique de Washington et le fétichisme électoral – dans un pays où le taux d'abstention aux dernières élections avoisinait les 80% – constitue la double camisole de force mise sur la soif de changement des Haïtiens et Haïtiennes. La défiance et la prétention de régler le problème pour et à la place de la population ont fait le reste. Dans ce contexte, les appels de l'Union européenne (UE) à un dialogue national inclusif pour sortir de la crise étaient triplement incohérents.

D'abord, ils témoignaient du refus de prendre acte de l'impopularité et de l'illégitimité du président ; refus qui démontre une incapacité à prendre Haïti au sérieux³. L'ensemble des syndicats, des organisations de femmes, de paysans, de droits humains, des églises et des étudiants – parmi eux, nombre de partenaires des ONG européennes – se sont prononcés contre Jovenel Moïse⁴. À l'inverse, la légitimité internationale de ce dernier rajoutait à la colère populaire.

¹ Frédéric Thomas, « Les deux racines de la colère haïtienne », *Cetri*, 30 janvier 2020, <https://www.cetri.be/Les-deux-racines-de-la-colere>.

² « L'insécurité s'est aggravée, notamment sous l'effet d'une vague d'enlèvements et de plusieurs meurtres impitoyables, ce qui a exacerbé l'indignation de la population (...). Au cours des 12 derniers mois, les enlèvements se sont multipliés de façon inquiétante, leur nombre ayant augmenté de 200 % par rapport à l'année précédente : 234 cas ont été signalés en 2020 (dont les enlèvements de 59 femmes et 37 mineurs), contre 78 en 2019. Dans une moindre mesure, les homicides volontaires sont également devenus plus fréquents, leur nombre ayant augmenté de 20 % en 2020 par rapport à l'année précédente : la police a signalé 1 380 cas, dont les trois quarts ont été commis dans le département de l'Ouest ». Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), *Rapport du Secrétaire général*, 17 février 2021, https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/s_2021_133_sg_report_on_haiti_french.pdf.

³ Pablo Stefanoni, « Tomar en serio a Haití. Entrevista a Sabine Manigat », *Nueva sociedad*, mars 2019, <https://nuso.org/articulo/haiti-protestas-petrocaribe-moise/>.

⁴ Voir la liste de signataires d'Haïti : *Stop au silence et à la complicité internationale*, 19 octobre 2020, <https://www.cetri.be/Haiti-Stop-au-silence-et-a-la>.

Ensuite, faute de dresser une ligne rouge, l'UE s'enfermait dans l'impuissance tandis que le gouvernement, renforcé, faisait du « dialogue » une scène vide. Combien de « demandes », « d'inquiétude », de « regrets » des acteurs internationaux face à l'insécurité galopante, aux massacres, à l'impunité, et à un président gouvernant par décrets depuis janvier 2020, sans contre-pouvoir ? De tous les tests à la tolérance internationale, Jovenel Moïse est sorti gagnant jusqu'à présent⁵.

Enfin, la stratégie internationale laissait hors-champ la revendication qui a fédéré les manifestations : une transition de rupture. Il devait y avoir continuité plutôt que rupture, et la transition ne pouvait être que le fruit des urnes. Une transition de toute façon bornée par la stabilité macroéconomique et la dépendance envers le géant nord-américain. C'était faire des crises à répétition, une fatalité ou le simple témoignage de l'incapacité des Haïtiens à se gouverner.

Chronique d'un échec annoncé

Fin août 2020, l'UE versait 33 millions d'euros au gouvernement haïtien pour « la consolidation de l'État ». Quelques jours plus tard, le bâtonnier du barreau de Port-au-Prince était assassiné (le magistrat en charge du dossier a fui le 19 janvier dernier), et un autre massacre était commis. Dans les semaines qui suivirent, le gouvernement a limité le rôle de la Cour des comptes, qui avait mis au jour la corruption de l'État, a constitué, en vue des élections, un Conseil électoral, sans légitimité ni légalité, et a créé un problématique centre de renseignements.

Jimmy Cherizier, ancien policier et principal chef de gang, et Fednel Monchéry, ancien directeur général du ministère de l'Intérieur, sont les deux personnes les plus recherchées en Haïti, en raison de leur implication dans le massacre de La Saline, en novembre 2018, qui a fait 71 victimes. Tous deux incarnent la collusion entre les bandes armées et le pouvoir. Le premier a pris la tête d'une manifestation dans la capitale, le 22 janvier 2021, tandis que le second a été arrêté, le 11 février dernier, pour un problème d'immatriculation... avant d'être relâché⁶.

Début octobre 2020, l'ambassadeur de France en Haïti, Jose Gomez, tranchant avec le discours contradictoire de la diplomatie, affirmait que les conditions pour des élections libres et transparentes n'étaient pas réunies, « et [qu']il faut absolument qu'elles le soient pour qu'on puisse célébrer des élections auxquelles le peuple haïtien puisse y croire »⁷. Cinq mois plus tard, la situation est pire. Pourtant la France, à l'image de l'UE, se tait, entérinant le soutien international au calendrier électoral de Jovenel Moïse. Le silence sur Haïti n'a d'égale que l'agitation diplomatique autour de la Birmanie. Pourtant, dans chacun de ces pays, n'est-ce pas la liberté qui est en jeu ? À moins que le fait qu'il s'agisse de Noirs, opposés aux projets des acteurs internationaux, disqualifie leur combat ?

Depuis plus de deux ans, l'UE s'enfonce dans ses contradictions, tentant de corriger à la marge la politique de Washington, et de dresser un filet moraliste et humanitaire à la dérive autoritaire de l'État haïtien. L'obstination de l'ex-président à aller de l'avant malgré la Constitution, un bilan catastrophique et le rejet massif de la population, est le retour du refoulé.

La diplomatie européenne a jusqu'à présent prétendu renforcer l'État de droit en Haïti, en appuyant un homme qui constitue le principal verrou à tout changement. À quelques mois d'un référendum inconstitutionnel et d'élections sous l'égide des gangs armés, il faut choisir : soutenir Jovenel Moïse ou lutter contre l'insécurité, la corruption et l'impunité. Cela suppose cependant de rompre avec la routine diplomatique et de se mettre, enfin, à écouter ce que disent et ce que veulent les Haïtiens et Haïtiennes.

⁵ À noter cependant, la prise de position toute récente de quatre eurodéputé-es du Groupe des Verts/Alliance libre européenne : « Interpellation du parlement européen sur la situation de crise en Haïti », 29 janvier 2021, *AlterPresse*, <https://www.alterpresse.org/spip.php?article26635>.

⁶ Le 10 décembre 2020, à l'occasion de la Journée internationale des droits humains, ces deux personnes se sont vues dénoncées par le département du trésor des États-Unis. U.S. Department of the Treasury, « Treasury Sanctions Serious Human Rights Abusers on International Human Rights Day », 10 décembre 2020, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1208>.

⁷ « La France défavorable aux élections en Haïti dans les conditions actuelles », *Vant Bèf Info*, 2 octobre 2020, <https://vantbefinfo.com/2020/10/politique-la-france-defavorable-aux-elections-en-haiti-dans-les-conditions-actuelles/>.

Cet article est paru sur www.cetri.be.

Frédéric Thomas est chargé d'étude au CETRI - Centre tricontinental, et auteur de *Haïti : l'échec humanitaire*.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69

ceetri@ceetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

